

ANNEXES III

Opérations d'insertion

- 7- Parcours d'intégration – Région lyonnaise – 2013
- 8- Opération « village d'insertion » - Etat/Lille Métropole communauté urbaine - 2013
- 9- Dispositif « Andatu » - Rhône – Bilan 1^{er} trimestre 2013
- 10- MOUS de Montreuil – Bilan 2013
- 11- Projet de création d'une plate-forme d'accueil, d'orientation et d'information – Seine-Saint-Denis 2013

ANNEXE 7 – OPERATIONS D'INSERTION
7.1. CONTRAT DE PARCOURS ET D'ENGAGEMENT POUR L'INTÉGRATION
RHÔNE - LYON

forumrefugiés
www.forumrefugiés.org



COOPÉRATION PARTENARIAT AVEC LE HCR
COMITÉ NATIONAL POUR LES RÉFUGIÉS ET EXILÉS



PREFECTURE DU RHÔNE
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DU RHÔNE

**Contrat de parcours et d'engagement
visant l'intégration en région lyonnaise**

Entre : J-François PLOQUIN, Directeur général chez Forum réfugiés,

et

~~M~~ / Mme : _____ en provenance du campement de
actuellement hébergé(e) à l'adresse suivante : _____

Au regard de la précarité que connaît votre famille et vous-même, et vu votre motivation à désirer vous installer en région lyonnaise, le Préfet du Rhône, délégué à l'Égalité des chances, mandate Forum réfugiés pour accompagner votre parcours d'intégration.

Le contrat de parcours est valable une année. Sa reconduction en 2013 est conditionnée au renouvellement du titre de séjour assorti de l'autorisation de travail.

Voici les volets de la prise en charge qui définissent les engagements réciproques de ce contrat :

Les Autorités de l'État et du Conseil général du Rhône ouvrent les droits suivants :

- Attribution du titre de séjour d'un an, assorti de l'autorisation de travailler ;
- Attribution de la couverture santé (CMU) ;
- Versement des allocations sociales (AF, RSA) sur présentation du titre de séjour ;
- Scolarisation des enfants.

En complément, Forum réfugiés propose les accompagnements suivants :

- Aide aux démarches administratives pour l'ouverture de vos droits ;
- Recherche d'un hébergement transitoire, puis d'un logement (en sous-location d'abord) ;
- Des séances de formation à l'apprentissage du français à Lyon/Mermoz ;
- Des Ateliers « emploi » à Lyon /Mermoz et des passages en entreprise.

De son côté, le/la signataire du présent Contrat s'engage à respecter les dispositions des deux Règlements ci-annexés.

Tout absence prolongée non prévenue et tout manquement envers le règlement de fonctionnement mettrait fin au contrat de parcours et aux aides. Vous devrez alors quitter votre lieu d'habitation sans délai. Le non respect de l'obligation de ne pas commettre d'actes illégaux pouvant entraîner des poursuites judiciaires donnera lieu à la fin de l'engagement avec l'État.

Fait en triple exemplaire, le 02 / 04 / 2012

Alain MARC,
Préfet du Rhône,
Délégué à l'égalité des chances

J-François PLOQUIN,
Forum réfugiés,
Directeur général

~~M~~ / Mme
(prénom NOM, signature)

Parcours d'intégration en région lyonnaise

OPÉRATION 2012-2013

~ Règlement de fonctionnement ~

Article 1 – L'admission

Sur avis de l'autorité préfectorale du Rhône, les ménages roumains des campements d'Oullins, de Gerland et de Villeurbanne figurant parmi la liste établie le 30/12/2011 peuvent se porter candidat à une opération visant leur intégration par le logement et l'emploi dans la région lyonnaise.

Dès l'accord de toutes les parties, le (la) candidat(e) conclut un contrat de parcours qui permet d'enclencher les accompagnements proposés par Forum réfugiés pour accéder au logement et à l'emploi, tout en apprenant le français.

Article 2 – La mission de Forum réfugiés

En tant que porteur de projet, Forum réfugiés organise et supervise le travail d'une équipe composée d'un coordinateur et de trois référents spécialisés l'un en formation linguistique (FLE), le deuxième en logement et le troisième pour la prospection et le placement en entreprise.

Dans le cadre de l'opération, la mission d'accompagnement de Forum réfugiés consiste à :

- Permettre votre hébergement transitoire,
- Permettre votre relogement avec une formule la plus autonome possible,
- Permettre la scolarisation des enfants,
- Permettre l'apprentissage du français,
- Faire aboutir vos démarches administratives pour l'ouverture des droits,
- Assurer un accompagnement sur mesure vers l'emploi ou la formation,
- Apporter une aide à la résolution de problèmes d'ordre social, familial ou médical.

Article 3 – Les obligations du bénéficiaire contractant

Dans le cadre du Contrat de parcours et d'engagement, le maintien dans le projet d'intégration dépend de la participation du bénéficiaire, à savoir :

- Participer obligatoirement aux cours de français qui seront proposés,
- Participer aux activités d'animation et d'information proposées par le service,
- Veiller au bon fonctionnement des comptes, budgets et droits concernés,
- Se rendre aux rendez-vous fixés par les services publics,
- Collaborer avec l'équipe de Forum réfugiés et tenir informé le référent en temps utile des changements de situation,
- Autoriser Forum réfugiés à communiquer aux Autorités les informations relatives à votre situation administrative;
- Tenir informé le référent avant toute absence.

Article 4 – Les bureaux et la salle de formation

Les bureaux de l'opération et le local de formation se situent 2 Place Latarjet à Lyon – Mermoz (8^{ème} Arr.). Les horaires d'ouverture seront communiqués au fur et mesure, en tenant compte de la programmation des séances de formation et de l'occupation par des intervenants extérieurs (bénévoles, chefs d'entreprise, services publics, etc.).

Article 5 – Accidents corporels et dommages

En tant que responsable de l'opération, Forum réfugiés souscrit pour tous les résidents une assurance en responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers durant l'hébergement. A ce titre, pendant l'hébergement, les parents restent responsables civilement et pénalement de leurs enfants. Forum réfugiés n'est pas responsable des accidents causés par les enfants.

Une assurance scolaire est obligatoire pour tous les enfants scolarisés. Durant le temps de l'opération Forum réfugiés prend en charge cette assurance, et ce jusqu'à la sortie définitive de l'opération.

Article 6 – Absences / Sanctions

Toute absence prolongée, non prévenue, est susceptible de conduire à l'exclusion. Dans ce cas, un entretien aura lieu, sera suivi d'un courrier d'un avertissement. En cas de récidive, Forum réfugiés renouvellera la procédure et pourra prononcer l'exclusion définitive.

L'exclusion peut en outre être prononcée par la direction pour les motifs suivants :

- non respect du règlement intérieur ;
- actes de violence à l'encontre des autres résidents ou d'un personnel ;
- comportements délictueux et infraction à la législation française entraînant des poursuites judiciaires ;
- fausses déclarations concernant l'identité ou la situation personnelle ;
- refus de transfert vers une autre prise en charge ;
- refus d'une proposition d'hébergement ou de logement.

L'exclusion est confirmée par l'autorité préfectorale du Rhône en charge de l'opération.

J-François PLOQUIN
Forum réfugiés
Directeur général

Je soussigné, M./Mme
m'engage à en respecter les dispositions,

reconnais avoir pris connaissance du présent règlement et

Fait à LYON 02/04 /2012,

[Signature]



Parcours d'intégration en région lyonnaise

OPÉRATION 2012-2013

~ Règlement en cas d'hébergement ou de sous-location ~

Article 1 – Durée du séjour en hébergement ou en sous-location

La présence des bénéficiaires en hébergement est provisoire et sa durée est strictement limitée à la durée du contrat de parcours et à la validité du titre de séjour d'un an.

La durée du séjour en hébergement dépend de l'évolution des situations et de la solvabilité des bénéficiaires pour prétendre au logement autonome. La durée en hébergement peut donc être inférieure au délai initial, mais elle ne peut la dépasser sans l'accord du préfet.

Le contrat de séjour n'est pas un contrat de location et ne confère aucun droit de maintien dans les lieux au-delà de la date de fin de prise en charge notifiée par Forum réfugiés.

Tout refus d'une solution de sortie est assimilé à un départ volontaire, justifiant la fermeture de la chambre ou de la sous-location et la mise sous consigne des objets personnels.

L'accueil occasionnel des proches est toléré durant la journée.

Article 2 – Utilisation des parties privatives

Il n'est pas autorisé de faire des travaux dans les parties privatives. Toute modification des installations existantes est soumise à l'accord préalable de Forum réfugiés. Il est formellement interdit d'entreposer du mobilier et d'utiliser des appareils électriques et de l'électroménager autres que ceux fournis à l'arrivée des hébergés.

Un inventaire est établi à la remise des clés et le jour de la sortie.

Les personnes hébergées sont responsables de l'entretien régulier de l'espace qui leur est réservé, ainsi que des équipements installés dans les appartements avant l'entrée : literie complète, mobilier et électroménager.

Les consommations normales de gaz, d'eau et d'électricité sont prises en charge par l'opération. En cas de consommation abusive, des mesures restrictives seront mises en place.

Dans le cadre de l'exercice de ses responsabilités, le personnel de l'opération peut accéder aux chambres ou aux logements pour motifs de sécurité et d'hygiène, même en l'absence des hébergés.

Article 3 – Utilisation des parties communes

Les parties communes sont composées d'une cuisine (plaques de cuisson, éviers), d'une salle à manger (casiers, tables, chaises) et de sanitaires.

L'utilisation collective de ces équipements implique de la part de chaque hébergé une discipline rigoureuse. Chacun doit veiller à maintenir les lieux communs dans un état de propreté satisfaisante.

La cuisine est réservée aux occupants du foyer uniquement.

Il est interdit d'entreposer quelque objet que ce soit dans les parties communes, l'allée, les escaliers, l'immeuble... et d'abandonner les encombrants dans le quartier.

En cas de détériorations ou de négligences caractérisées, Forum réfugiés sera dans l'obligation de facturer aux personnes hébergées les travaux de remise en l'état, voire de prononcer la fin de la prise en charge et l'exclusion de l'opération. Dans l'impossibilité de déterminer le responsable, le montant des réparations est partagé à parts égales entre les personnes hébergés sur le même palier.

Contrat de parcours visant l'intégration en région lyonnaise / Forum réfugiés / opération 2012-2013 / 02-2012

Article 4 – Participation financière aux frais d'hébergement

L'hébergement est pris en charge par l'opération tant qu'aucun revenu n'est perçu. Dès lors que seront perçues des aides ou des revenus, une participation financière au coût de l'hébergement sera réclamée. Son montant sera calculé avec un référent de l'opération de façon à éviter tout endettement par ailleurs.

Article 5 – Vie en collectivité et visites autorisées

Il est formellement interdit d'héberger dans sa chambre ou son logement en sous location des personnes en dehors de la liste des bénéficiaires de l'opération. L'usage des locaux et l'utilisation des équipements sont exclusivement réservés aux résidents. Des contrôles d'occupation inopinés peuvent être organisés.

La tranquillité du voisinage doit être respectée en évitant tout bruit, notamment entre 22h et 7h. Les visites sont tolérées jusqu'à 22h au plus tard.

Les animaux ne sont pas admis.

La vie dans le lieu d'hébergement collectif est fondée sur le respect de l'autre et le respect des différences culturelles, politiques, religieuses et sociales, qui restent dans la sphère du privé. Afin de préserver la qualité de vie de chacun, chaque résident doit conserver en tout temps et tout lieu une attitude correcte et respectueuse des autres. Aucune manifestation d'ordre public ou religieux ne sera tolérée dans les locaux du dispositif.

Article 6 – Accidents corporels et dommages

~~En tant que responsable de l'opération, Forum réfugiés souscrit une assurance pour tous les résidents en responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers.~~

Pendant l'hébergement, les parents restent responsables civilement et pénalement de leurs enfants. Forum réfugiés n'est pas responsable des accidents causés par les enfants.

Article 7 – Sécurité :

En raison du risque d'incendie, il est strictement interdit d'utiliser tout appareil chauffant (électrique ou gaz) dans les parties privatives, de réaliser des branchements de fortune ou de modifier les installations électriques existantes. Il est également fortement recommandé aux résidents d'éteindre les lumières lorsqu'ils quittent leur chambre ou logement.

Lorsque l'alarme incendie retentit, de jour comme de nuit, toutes les personnes présentes doivent évacuer immédiatement et sans précipitation les lieux d'habitation.

Les enfants de moins de 15 ans ne doivent en aucun cas rester seuls. Ils doivent toujours se trouver en présence d'un parent qui en assurera la surveillance.

Les résidents de l'opération doivent signaler tout incident, accident, cas de violence,... survenu en dehors des heures d'ouverture des bureaux (nuit et week-end), conformément aux consignes expliquées à votre arrivée.

Article 8 – Fin de l'hébergement ou de la sous – location

Un rendez-vous permettra d'établir l'état des lieux de sortie avant la restitution définitive des clefs de la chambre ou du logement en sous-location.

En cas de sortie vers une formule plus autonome de mise en logement, l'opération prévoit de prolonger son accompagnement en aidant le résident à transporter ses affaires ou récupérer du mobilier auprès des associations ou chez les commerçants.

J-François PLOQUIN,
Forum réfugiés
Directeur général

Je soussigné, M./Mme
m'engage à en respecter les dispositions,

reconnais avoir pris connaissance du présent règlement et

Fait à **LYON**
[signature]

02/04 / 2012,

ANNEXE 8 – OPERATIONS D'INSERTION

8.1. VILLAGE D'INSERTION **ETAT- LILLE MÉTROPOLE COMMUNAUTÉ URBAINE**



PRÉSENTATION DU DISPOSITIF « VILLAGE D'INSERTION »



Préfecture du Nord – Lille Métropole Communauté urbaine

Les objectifs de l'action :

- Permettre aux familles de se stabiliser sur le moyen terme
- Permettre l'accès à un hébergement plus décent conduisant à l'accès au logement de droit commun
- Favoriser la prévention et l'accès aux soins
- Favoriser la scolarité des enfants et l'apprentissage du français pour les adultes
- Favoriser l'insertion des familles au niveau social et professionnel

Pour une insertion durable....

LA DÉMARCHE DE CRÉATION

- Une politique portée par LMCU et l'Etat
- Un engagement des communes volontaires
- L'adhésion des partenaires institutionnels et associatifs

LES CRITÈRES D'ADMISSION

- Nationalité roumaine de culture ROM
- Connus auprès du SIAO
- Présence continue sur le territoire (absence de retour OFII)

- Volonté exprimée de s'installer durablement en France
- Engagement dans une démarche d'insertion (scolarisation, formation, recherche d'emploi)

- Composition familiale (MH 3chambres – C+2 à C+5)
- Maîtrise du français suffisante pour permettre son insertion en 6 mois de temps (autorisation de travail délivrée par la préfecture pour une période de 6 mois°)
- La demande de titre de séjour (déposée dès la signature d'un contrat de travail) autorise la préfecture à se renseigner sur les différents volets du casier judiciaire (le but étant de pouvoir évaluer le risque de troubles de l'ordre public avant de statuer sur la délivrance ou pas du titre de séjour)
- S'il y a refus de délivrance du titre pour risques de troubles de l'ordre public, alors une OQTF peu être notifiée.

FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF

- Contrat d'hébergement de 6 mois
- Projet d'accompagnement individualisé
- Règlement de fonctionnement

- Partenariat dans chaque commune d'accueil, regroupant les communes, les partenaires institutionnels et associatifs de chaque secteur
- Une évaluation est effectuée chaque semestre. Celle-ci conditionne le renouvellement du contrat d'hébergement qui n'est pas acquis et qui doit se justifier par de nouvelles étapes

L'ACCOMPAGNEMENT ÉDUCATIF

Une équipe d'intervention et d'accompagnement, managée par un chef de service est constituée de travailleurs sociaux chargés de l'accompagnement individualisé des familles pour faciliter l'insertion sociale et professionnelle, de médiateurs de vie quotidienne chargés de la gestion de proximité dans le cadre d'actions souvent plus collectives.

L'accompagnement social mis en place est individualisé et le travail comprend l'accompagnement à la vie quotidienne, aux droits sociaux, à la santé, à l'insertion.

L'équipe est présente quasiment chaque jour sur les terrains, où les rendez-vous ont lieu dans les mobil home. Selon les besoins, les rendez-vous peuvent avoir lieu au bureau où un accès internet est possible. Par ailleurs, l'équipe peut être amenée à accompagner les familles dans différentes structures. Cet accompagnement est individualisé.

LES DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

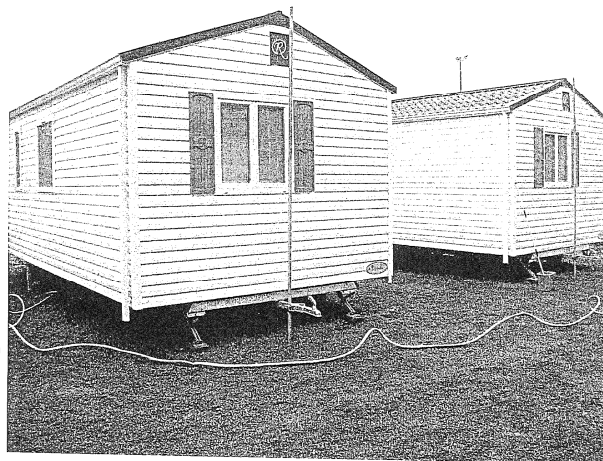
- La santé
- La scolarisation, l'apprentissage du français
- Insertion sociale
- Régularisation administrative

LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

- La convention interinstitutionnelle
- Le COTEC
- Les indicateurs d'évaluation

MODES D'HÉBERGEMENT

- Mobil Home



ANNEXE 9 - DISPOSITIF ANDATU A L'OPAC DU RHÔNE
BILAN A FÉVRIER 2013

/// PROJET EXPÉRIMENTAL ANDATU

// 2

/// Le contexte

- ///** La préfecture du Rhône a permis par la régularisation au séjour de certaines personnes de la communauté roms, d'ouvrir la voie à l'insertion de ces familles. Pour cela, elle a missionné l'association Forum Réfugiés pour les accompagner dans leur démarche, dans le cadre d'un projet européen.

Cette expérimentation préfigure la levée, fin 2013, des mesures transitoires entravant la libre circulation des citoyens roumains et bulgares.

- ///** Ce projet expérimental nommé « ANDATU », animé par Forum Réfugiés, a comme finalité de « sédentariser » et de stabiliser des familles roms présentant un potentiel d'insertion, par le biais du logement et de l'accès professionnel sur le territoire du Rhône. Mais également, grâce à l'octroi du RSA par le conseil général du Rhône.

- ///** Afin de répondre à la demande de la Préfecture, quelques bailleurs ont été sollicités pour la mise à disposition de logements, dans le cadre de baux glissants pour ces 21 familles avant le 31/12/12. La mobilisation du contingent préfectoral de réservation de logements sur le parc de l'OPAC DU RHONE a permis d'optimiser ces délais.

- ///** Une première rencontre technique a été organisée en juin 2012 entre l'Opac du Rhône, Alliad Habitat, Forum Réfugiés et la DDCS du Rhône afin de lancer ce projet.

- ///** Les conditions de réussite reposaient sur la mobilisation « rapide » de logements, l'ouverture des droits administratifs (en lien avec le droit au séjour), un accompagnement renforcé des familles

Préparer et loger les familles

Forum Réfugiés

- Examen des situations individuelles de familles en campement de fortune, en squats ou en hébergement et accompagnement de ces familles vers ce dispositif.**
- Soutenir la prise en charge socioéducative (ouverture des droits, titre de séjour, instruction RSA-CMU...), suivi médicosocial.**
- Accès et maintien au logement : accompagnement de la proposition du logement jusqu'à la stabilisation dans le logement, jusqu'au passage en bail direct**

Les bailleurs sociaux

Alliade Habitat, Villeurbanne Est Habitat et Opac du Rhône

3 bailleurs engagés dans cette expérimentation afin de proposer des logements correspondant aux compositions et problématiques familiales.

/ Les logements mobilisés sur le parc de l'Opac du Rhône

A Lyon 8 : 1 T3

A Lyon 3 : 1 T6

A Lyon 9 : 1 T4

A Oullins : 1 T4

A Bron : 1 T4

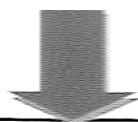
A Pierre Bénite : 1 T4

A Décines : 1 T4

A Vaulx en Velin : 1T4

A Vénissieux : 1 T3 + 1 T2

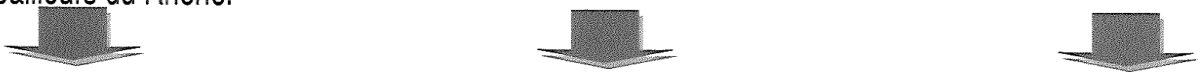
A noter que 5 propositions de logements n'ont pas abouties



/ Soit au total 10 logements via la contractualisation de baux glissants avec Forum Réfugiés et ce sur l'ensemble de l'agglomération.

// Résultats à ce jour

- // L'intégration des familles dans leur résidence est positive et nous ne notons pas de difficulté particulière, ni en termes de gestion, ni de relations avec l'environnement.**
- // Un accompagnement performant des familles par Forum Réfugiés**
- // Des perspectives de glissement de bail au nom des familles, si les conditions administratives sont réunies, avec le besoin du maintien d'un accompagnement social dédié.**
- // La pertinence d'une répartition sur l'ensemble des l'agglomération, pour éviter toute stigmatisation ou « effet communautariste ».**
- // Dans le cadre d'un dispositif ANDATU II, besoin d'une participation plus large de l'ensemble des bailleurs du Rhône.**



Une expérience positive pour l'OPAC DU RHONE, qui a nécessité néanmoins la mobilisation de compétences particulières et une organisation dédiée pour articuler l'ensemble des partenaires dans des délais courts

ANNEXE 10 - MOUS DE MONTREUIL – site Quai Branly
BILAN 2013 – ALJ 93

1 Rappel du contexte

La Ville de Montreuil, en partenariat avec l'Etat, a engagé un programme d'insertion sociale et professionnelle afin de permettre à terme l'intégration des familles Rom originaires de Roumanie installées sur la commune depuis de nombreuses années et répondant à un certain nombre d'exigences.

Après plusieurs mois passés rue Saint-Just, sur un terrain pourvu de boxes de parking, les familles ont intégré le site d'accueil provisoire situé au 47-55, Rue de la Montagne Pierreuse le 17 janvier 2010. La gestion du site et la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) ont été confiés à l'ALJ 93.

1.1 Les objectifs de la Mission

La finalité de cette action, précisée dans le cahier des charges, porte sur la réalisation des projets professionnels des familles inscrites dans la MOUS et l'intégration dans le droit commun au titre de l'accès aux droits et au logement.

La mission d'accompagnement confiée à l'ALJ 93 a pour objectif d'accompagner les familles dans un processus d'insertion au regard des démarches considérées comme indispensables :

- Maîtrise de la langue
- Insertion socioprofessionnelle
- Scolarisation des enfants
- Respect des lois de la République et des règles de bon voisinage
- Recherche d'un relogement.

1.2 Les conditions d'accueil dans la phase transitoire

En début de projet, la phase transitoire était prévue sur une durée d'environ deux ans avec un accueil des familles en caravanes sur un site aménagé. Dans un deuxième temps, une phase d'hébergement en structure adaptée était prévue pour une durée de trois à cinq ans, éventuellement renouvelable, si nécessaire, avec un hébergement en logements autonomes répartis sur plusieurs sites.

En août 2012 en raison de la programmation d'un futur chantier, le déménagement du site provisoire, ouvert en janvier 2010, installé sur les hauts de Montreuil sur un terrain situé au 47/55 rue de la Montagne Pierreuse a été organisé pour une installation sur un autre terrain situé dans le même quartier au **187 rue Edouard Branly**.

Les premiers hébergements en logement autonome pourront intervenir au cours du premier semestre 2013.

Sur le nouveau site d'accueil, les solutions d'hébergement sont réalisées avec la mise à disposition de caravanes (51 familles réparties dans une ou deux caravanes par ménage). Les sanitaires sont installés dans des modulaires collectifs, la cuisine, la salle polyvalente et les bureaux ont été aménagés dans d'anciens bâtiments en dur. Le terrain, plus petit, présente l'avantage d'être intégré dans un quartier, mais il ne permet la gestion régulée de l'activité de petite ferraille, seule ressource des familles en attendant la possibilité de percevoir un salaire dans le cadre d'une activité déclarée.

1.3 La population accueillie sur le site du 187 rue Edouard Branly

Le site accueille, fin 2012, **51 ménages** (unité familiale comptant au moins un majeur pouvant a priori assumer le coût de l'hébergement), soit **161 personnes** :

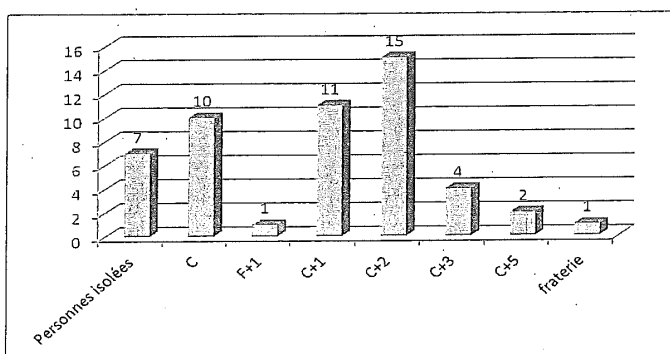
- **102 adultes (52 hommes et 50 femmes)**
- **58 enfants.**

Les familles sont originaires de deux villages (Pecica et Covasant) de la région d'Arad, ville située à l'ouest de Roumanie. La plupart des familles présentes sur le site ont des liens familiaux entre elles. Les familles accueillies comptent souvent plusieurs générations :

- des couples de parents ayant entre 45 et 60 ans
- des jeunes couples avec enfants ayant entre 18 et 30 ans

Les jeunes couples ou jeunes majeurs vivants seuls dans une caravane ont été comptabilisés comme un ménage (processus d'individualisation).

Les 51 ménages accueillis sont majoritairement des petites unités familiales.



Les modifications des situations familiales

La question du mariage des jeunes majeurs reste une demande importante des familles. Comme évoqué lors des précédents comités de pilotage, deux femmes enceintes mariées sont restées sur le site. Trois jeunes majeurs ayant leur propre caravane se sont mariés avec des jeunes femmes majeures vivant sur le site. En 2012, trois jeunes majeurs se sont mariés, leurs épouses ne vivent pas sur site.

Deux couples sont séparés et vivent toujours sur le site dans des caravanes individuelles.

Depuis le début du projet 13 ménages ont quitté le projet :

- deux ménages ont quittés le site suite au relogement du chef de famille par l'OPH de Montreuil (5 adultes et un enfant) ;
- Une famille est hébergée par sa famille au Pré-Saint-Gervais (2 adultes et 1 enfant)
- Trois ménages ont quitté le site suite à des problèmes avec des familles extérieures au site (7 adultes et 4 enfants) ;
- une famille est repartie vivre en Roumanie suite à des problèmes avec les services de police (une adulte et un enfant) ;
- 6 ménages non inscrits dans le projet ont fait l'objet d'un courrier constatant les faits. Ces familles n'ont pas été réintégrées sur le nouveau site fin août 2012 (10 adultes et 6 enfants).

1.4 Une équipe pluridisciplinaire dédiée au projet

Pour accompagner les familles dans la globalité de leur situation et assurer les différentes missions, l'équipe positionnée sur le site est composée comme suit :

Un chef de projet	(0,3 ETP)	Un chargé de gestion locative	(0,5 ETP)
Un travailleur social	(1,5 ETP)	Deux médiateurs	(1,5 ETP)
Deux chargés d'insertion	(1 ETP)		

Si chaque membre de l'équipe assure les missions liées à sa fonction, tous les intervenants concourent à la même finalité : accompagner chaque famille pour qu'elle puisse de manière autonome mener à bien son projet.

La sécurité du site est assurée dans le cadre d'une prestation extérieure.

Conformément au cahier des charges nos priorités sont les suivantes : **scolarité, santé, emploi, citoyenneté et logement**

2 La scolarisation des enfants

La scolarisation constitue un axe d'intervention prioritaire pour l'ensemble de l'équipe. Cet accompagnement concerne 21 familles avec des enfants d'âge scolaire (année 2012-2013).

Les grands parents sont également souvent impliqués.

2.1 Les actions spécifiques

L'analyse des difficultés rencontrées lors des années passées, nous a amené à travailler, en 2012, trois actions spécifiques :

- L'entrée en maternelle
- L'assiduité en école élémentaire
- La poursuite de la scolarisation au collège

Les résultats obtenus sont les suivants :

	Entrée en maternelle	Scolarisation en élémentaire	Scolarisation au Collège	Assiduité
Année 2010-2011	1	20	5	Problème d'assiduité important en élémentaire
Année 2011-2012	8	19	4 5 radiés pour absentéisme	L'assiduité s'est améliorée en élémentaire, problèmes plus importants au collège
Année 2012-2013	13	18	10	La sortie de 6 familles du Projet en 8/12 à sans doute favorisé l'assiduité au collège cette année

La majorité des enfants sont scolarisés à l'école Nanteuil (maternelle et élémentaire) et au collège Colonel Fabien.

2.2 Les résultats

La scolarisation des enfants en maternelle et en élémentaire fait aujourd'hui partie du quotidien des familles, tous les enfants sont inscrits.

La proximité des écoles et la possibilité d'inscrire les enfants à la cantine facilitent l'inscription en maternelle et dans une certaine mesure l'assiduité.

Le partenariat avec ces structures scolaires se déroulent dans de bonnes conditions favorisant à la fois l'accès au droit commun pour chaque enfant accueilli mais aussi une prise en charge adaptée de chaque enfant, en lien avec les difficultés rencontrées. Un point est fait tous les deux mois par un travailleur social et une médiatrice de l'équipe avec chaque directeur d'école. Des rencontres régulières organisées en 2012 par la Direction de l'éducation avec les différentes écoles concernées, les opérateurs et l'inspection académique ont permis un suivi régulier des résultats, des actions engagées.

L'intervention sur site des bénévoles du Secours Catholique le mercredi après-midi pour une aide aux devoirs permet d'accompagner les enfants dans leur apprentissage.

La directrice de l'école élémentaire fait un retour positif du premier trimestre concernant l'assiduité. Des efforts restent à faire concernant l'acquisition du vocabulaire, la maîtrise du français.

En ce qui concerne le collège, les difficultés concernant la scolarisation des filles sont en parties résolues (seules 3 jeunes filles de 15 à 16 ans ne sont pas scolarisées).

Par ailleurs pour éviter un décrochage au collège en partenariat avec l'école élémentaire et le collège :

- deux enfants ont été orientés en SEGPA
- Trois sont accueillis dans des classes adaptées à leurs difficultés (NSA ou CLA)
- Les autres enfants sont dans leur classe de niveau.

Après trois années, le bilan concernant la scolarité est plutôt positif, même si des efforts doivent encore être poursuivis concernant l'acquisition de la langue. Au cours de l'année 2013, l'équipe assurera la mise en place de diverses activités à la fois sur le site mais aussi en lien avec les différents partenaires présents sur le quartier.

3 L'accès à la santé

Si l'année 2010 a été consacrée principalement à un accompagnement souvent lié à l'urgence, les années 2011 et 2012 ont permis de conforter une démarche plus axée sur la prévention et le suivi régulier.

3.1 Les soins des enfants

- Partenariat avec la PMI : 23 enfants sont suivis par la PMI (Rendez-vous, mais aussi visites sur site). Les médiatrices ont accompagné la réalisation de 4 bilans de santé pour des enfants scolarisés et âgés de 5 ans.
- Orientation vers le médecin traitant plutôt que vers les urgences, tous les enfants sont aujourd'hui connus par un médecin traitant (4 enfants ont un problème de surpoids).
- 5 prises de rendez-vous et accompagnement chez le dentiste au centre médical dentaire de l'Est Parisien ou l'hôpital Robert Debré,
- Prise de rendez-vous pour 7 enfants pour des consultations chez un spécialiste à l'hôpital à Montreuil et à Paris (problèmes cardiaques, vue, ORL...)

3.2 L'accès aux soins des adultes

En fonction des besoins repérés, nous avons assuré les accompagnements suivants :

Les suivis de grossesse

7 mamans ont été accompagnées pendant leur grossesse et/ou après l'accouchement. La médiatrice est intervenue à plusieurs reprises à l'hôpital de Montreuil. Un suivi de grossesse a demandé cette année une attention particulière en lien avec l'équipe médicale et le service social de l'hôpital (un bébé mort né suite à des malformations importantes).

La sage femme de la PMI est intervenue à plusieurs reprises sur site : prises de rendez-vous à l'hôpital (échographie, prises de sang), préparation à l'accouchement (confiance, faire le suivi et pour accoucher en France), puis lien avec la PMI pour le suivi du bébé à domicile au retour de la maternité.

Planning familial

18 femmes ont été accompagnées à la PMI pour une information, la prescription d'un mode de contraception, un suivi gynécologique.

Le travail engagé et les accompagnements permettent une prise de conscience des femmes et des actions pour maîtriser leur maternité, les hommes sont plutôt favorables à cette démarche. La religion semble être toutefois un frein à la mise en place d'une contraception.

Les autres soins pour adultes

Le fait que la situation soit stabilisée au niveau de l'hébergement a permis une prise en charge des pathologies les plus lourdes :

- Accompagnements pour le diabète (3 personnes) et le cholestérol (3 personnes) et/ou problèmes cardiaques (7 personnes) sur l'hôpital de Montreuil ou chez le spécialiste (consultations, traduction et adaptation du régime). Quelques couples âgés font le choix de se soigner en Roumanie notamment du fait des problèmes de langue.

Pour une personne souffrant d'un cancer, les soins importants ont impliqué de nombreux accompagnements à l'hôpital. Une solution d'hébergement temporaire a pu être organisée pour cette famille sur le site d'Aubervilliers dans un appartement modulaire individuel.

En ce qui concerne les soins courants, les familles demandent parfois de l'aide pour une prise de rendez-vous, la majorité d'entre elles peuvent aujourd'hui se rendre seules aux consultations.

Dans le cadre de l'atelier « Le temps des femmes » mis en place en 2012, nous envisageons d'aborder avec les femmes les questions d'équilibre alimentaire avec notamment la consommation excessive de sucre pour les enfants et le besoin de régime pour des adultes souffrant de cholestérol, diabète ou maladies cardio-vasculaires. Cette action pourra également faire l'objet d'un travail concerté avec l'école.

3.3 Accès à une couverture santé

Dans l'attente des droits liés à l'obtention d'un emploi (couverture santé, prestations familiales, Inscription à Pôle Emploi...), nous avons accompagné les familles dans les démarches suivantes :

- Aide Médicale d'Etat (AME)
- Carte Solidarité Transport
- Dossier CCASS

Ces démarches ont été menées en partenariat avec le CCASS de la Ville de Montreuil.

En ce qui concerne l'AME, les familles sont aujourd'hui plus réactives. L'anticipation des dossiers limite les difficultés liées à la durée de traitement (perte de certains justificatifs, dossiers envoyés à l'ancienne adresse...). A ce jour, 33 ménages ont un dossier en cours de validité et 15 attendent le renouvellement ou viennent de redéposer le dossier.

En ce qui concerne l'accès aux soins, le bilan des trois années est plutôt positif. La stabilité du lieu de vie et l'accompagnement de l'équipe, notamment des médiatrices sociales, a aidé les familles à anticiper les démarches et engager des suivis dans la durée.

4 L'Accès à l'emploi

Dès la première année nous avons engagé l'évaluation des projets de recherche d'emploi avec les familles, l'objectif étant d'engager les démarches au plus vite pour au moins un adulte par famille.

Cette action s'inscrit dans le respect des textes réglementaires : le séjour durable en France pour les Roumains et Bulgares est conditionné à l'obtention d'une autorisation de travail dans le cadre d'un emploi inclus dans la liste des métiers en tension.

4.1 Bilan des deux premières années

Dans notre bilan 2010 nous avons évoqué la perte de plusieurs emplois suite aux difficultés d'obtention des autorisations de travail.

Dans notre bilan de l'année 2011, nous évoquions une nouvelle fois les difficultés rencontrées dans les démarches administratives liées à l'accès à l'emploi :

...« 3 ménages ont aujourd'hui un emploi et disposent de ressources suffisantes pour être relogés dans le parc social (contingent préfecture ?).

• 3 ménages ont déposé une promesse d'embauche et attendent une autorisation de travail et une carte de séjour

• 3 ménages ont eu un refus notifié compte tenu de « l'enveloppe contrainte de la Seine-Saint-Denis ».

• 2 familles n'ont pas eu de réponse à leur demande d'autorisation de travail. Pour l'une d'entre elle, la Main d'œuvre étrangère a évoqué un refus implicite (sic).

• 15 ménages ont obtenu dans le cadre d'une création d'entreprise individuelle un récépissé ou un titre de séjour portant la mention

« Bénéficiaire du droit d'établissement DIR NO 73/148 du 21 mai 1973... ».

Lors de la présentation de notre bilan 2011 en comité de pilotage, la question des délais et de procédures concernant les demandes d'autorisation de travail a été abordée. Nous nous interrogeons sur la persistance des difficultés rencontrées, le sens du projet de la MOUS et le sens de notre action. Suite aux échanges, nous étions dans l'attente d'une réactivation de la circulaire préfectorale « Barret » ou de son renouvellement.

4.2 La mise en place des ateliers linguistiques en 2012

Dans l'attente des nouveaux textes, pour ne pas perdre notre temps, celui des familles et éviter de décrédibiliser le projet vis-à-vis des employeurs potentiels nous avons fait le choix d'accompagner les familles au cours de l'année 2012 dans des actions visant à lever les freins liés à l'emploi : acquisition de la langue, des techniques de recherche d'emploi, connaissance des métiers, confiance en soi...

Ces actions ont fait suite à un questionnaire de l'équipe et des familles sur la base des constats suivants :

- Difficulté des familles à se projeter dans le temps, dans les démarches
- Impossibilité d'accéder au droit commun et notamment aux ateliers mis en place par Pôle Emploi
- Difficultés d'intégrer des cours de français.

En partant de la motivation des familles, nous avons mis en place en 2012 trois ateliers linguistiques :

- Un atelier recherche d'emploi
- Un atelier « prépa permis »
- Un atelier « Le temps des femmes ».

4.3 L'atelier emploi

L'atelier emploi, comme les autres ateliers, a pour objectif l'acquisition du répertoire lexical indispensable. En lien avec la recherche d'emploi des participants, il s'agit de pouvoir parler du métier que l'on connaît, de ses compétences, d'échanger sur le métier recherché, d'avoir confiance en soi...

Cet atelier s'adresse à des participants de niveaux différents (maîtrise ou pas du français, analphabètes ou lettrés, jeunes et moins jeunes). Il implique une participation régulière.

Le fil conducteur des séances hebdomadaires sur une période trois mois est la construction d'un Curriculum Vitae. L'atelier est organisé en trois séquences : les métiers, les compétences liées aux métiers ciblés, le réseau et les entreprises.

A chaque séance, les personnes acquièrent du vocabulaire, une attitude, des techniques à travers divers outils : jeux de rôles, visites d'entreprises, films, prospection des entreprises en binômes... Si une médiatrice a participé activement aux premières séances pour la bonne compréhension de l'organisation, les suivantes se sont déroulées en français, la règle étant qu'il faut arriver à se comprendre en langue française.

Sur Montreuil trois ateliers emploi de trois mois ont été organisés, 28 personnes y ont participé.

La démarche des personnes concernées par les autres ateliers a également eu des répercussions positives sur la recherche d'emploi :

Dans l'atelier « le temps des femmes », certaines ont pu confirmer lors des séances de cuisine leur choix de travailler en restauration, en hôtellerie...

Dans l'atelier « prépa permis », deux jeunes sont aujourd'hui préparés pour les épreuves du code de la route. Ils pourront s'inscrire dès obtention d'une APS (Autorisation Provisoire de séjour).

Parallèlement aux actions décrites ci-dessus, nous avons également accompagné une quinzaine de familles qui avaient engagé une démarche de création d'entreprise individuelle. Ces projets, correspondant plus à une tentative pour s'en sortir qu'à une réelle motivation, ont pour la majorité d'entre eux été abandonnés. La majorité des familles s'inscrit aujourd'hui dans la recherche d'un emploi salarié.

4.4 Les changements intervenus dans la réglementation

La circulaire du 22 août 2012 et les travaux qui ont suivi avec la mise en place de la mission du Préfet Regnier permettent d'espérer une amélioration de la situation en ce qui concerne les autorisations de travail en 2013. Nous sommes notamment dans l'attente de la mise en œuvre des recommandations rédigées suite aux différentes commissions organisées par le Préfet Regnier dans notre département, notamment en ce qui concerne la procédure et les délais d'autorisation de travail.

L'annonce des premières autorisations de travail sur la MOUS de Montreuil avec la délivrance d'APS en décembre 2012 a redonné un peu d'espoir aux familles. Un travail a pu

être engagé par l'équipe et les familles pour qu'une demande soit retenue par ménage. Les 6 premières personnes concernées sont aujourd'hui très actives dans leurs démarches de recherches d'emploi, certaines ont déjà commencé à travailler.

En ce qui concerne l'accès à l'emploi nous ne pouvons que regretter, au terme de ces trois années, le temps et l'énergie perdue. Nous espérons que les accompagnements mis en place en 2012 et les nouvelles dispositions réglementaires permettront aux familles d'accéder à un emploi pérenne en 2013.

5 La Citoyenneté

Les missions de gestion du site et de la MOUS ont également pour objectif de préparer les familles à intégrer un logement autonome.

Ces missions consistent également à aider les familles à s'inscrire dans la Ville en tant que citoyens montreuillois.

Ces différentes actions s'inscrivent dans l'accompagnement au quotidien de la vie du site et des familles...

5.1 Le déménagement rue Edouard Branly

L'année 2012 a été marquée par un moment important : le déménagement en août 2012. Cette opération a nécessité une grande mobilisation :

- Sur le plan technique avec l'organisation du nouveau site et l'organisation du déménagement (celui-ci a été assuré par l'équipe et les familles sur la dernière semaine du mois d'août 2012)
- Sur le plan de la communication avec notamment l'organisation d'une soirée pour faire connaissances avec nos nouveaux voisins (participation de la Ville, de la maison de quartier, des familles, de l'équipe, de l'école, des associations).

Les premières semaines qui ont suivi l'installation sur le nouveau site ont nécessité un important travail de médiation avec les voisins. Aujourd'hui la situation est en partie stabilisée.

Six familles n'ont pas été concernées par le relogement. En effet, suite aux différents rendez-vous organisés en mairie, les familles ont reçu un courrier leur signifiant leur non inscription dans le projet avec pour motifs : la non scolarisation des enfants, un temps de présence

insuffisants du fait du nombreux aller-retour en Roumanie. La majorité de ces familles a fait le choix de rentrer en Roumanie.

5.2 La préparation au relogement

Dans le cadre de la préparation au relogement nous avons poursuivi notre démarche de contractualisation avec les familles : respect du contrat d'hébergement et du règlement de fonctionnement et du paiement de la redevance (les familles payent une redevance égale à un euro/jour/ménage).

Les familles sont donc domiciliées à l'adresse du site où elles reçoivent leur courrier. Les difficultés des derniers mois, notamment liées à l'impossibilité de stocker le peu de ferraille collectée, ou de trouver un emploi, ont occasionné des retards de paiement. Des plans d'apurement ont été signés avec chaque famille concernée.

Les familles sont accompagnées dans leurs démarches d'inscription en tant que demandeurs de logement sur la ville.

Des rencontres avec la Ville ont permis d'engager la réflexion sur les relogements de chacun :

- 3 familles peuvent être relogées sur le parc social
- 6 familles pourraient accéder cette année à des logements modulaires sur le bas Montreuil.

5.3 Le vivre ensemble

Globalement les relations sur le site sont satisfaisantes. L'équipe au cours de ces trois années est très peu intervenue pour des résolutions de conflits.

Le Comité de Vie Sociale (4 personnes de l'équipe et 8 délégués des familles) se réunit au moins une fois par mois pour traiter de la vie du site, de celle sur le quartier, des projets...

Lors de ces réunions, différents projets ont déjà pu être évoqués ; projet de création d'une association pour faire connaître leur culture, leurs métiers, projet de création d'un restaurant...

Le Comité de Vie Sociale participe à l'accueil et à l'information des partenaires, ou visites organisées sur le site (Venue du Consul, de représentants de la Commission Européenne, élus, etc...).

6 Conclusions

Au terme de ces trois premières années de MOUS, nous pouvons conclure au regard des éléments évoqués ci-dessus que les familles ont, dans leur majorité, réussi leurs projets d'insertion sociale notamment en ce qui concerne l'accès à la scolarité, à la santé et aux différentes démarches administratives.

Pour finaliser le projet et accompagner les familles dans l'accès au droit commun, il nous paraît indispensable que soit traitée la question des délais et des procédures concernant les autorisations de travail. La dynamique du projet, la mobilisation des familles, les relations avec les employeurs, les relogements ... en dépendent.

Le relogement, finalité du projet MOUS et l'entrée dans les logements prévus par la Ville de Montreuil, dépendent de la réussite de l'accès à l'emploi et donc de la régularisation administrative des familles et de leur autonomie financière.

Espérons en ce début d'année 2013, que les nouvelles dispositions réglementaires et la mobilisation de tous accompagnent positivement la dernière étape de ce projet et la réussite des projets des familles.

**ANNEXE 11 – PROJET DE CRÉATION D'UNE PLATE-FORME
D'ACCUEIL, D'ORIENTATION ET D'INFORMATION**

***Note de candidature d'ALJ93
pour la création d'une plateforme d'accueil, d'information et
d'orientation à destination des populations vivant en campements
ou squats sur le département de la Seine-Saint-Denis-
Projet Expérimental***

PREAMBULE

Installées principalement dans des campements illicites, mais aussi dans des bâtiments squattés, des populations majoritairement roms de Roumanie et Bulgarie errent de terrain en terrain au gré des évacuations, de commune à commune, et d'un département à l'autre, celui de la Seine-Saint-Denis étant le plus touché avec aujourd'hui près de 7 000 personnes.

La circulaire du 26 août dernier institue la mise en place de diagnostics individualisés avant expulsion de ces populations des lieux occupés, et prône leur entrée dans les dispositifs de droit commun.

Au regard de notre expérience, nous constatons que souvent les familles refusent les solutions hôtelières qui leur sont proposés, seules solutions disponibles du fait de l'état de saturation des autres dispositifs d'hébergement (CHRS, Pension de famille,...) de droit commun. Le travail effectué dans le cadre du diagnostic avant évacuation reste donc lettre morte, et aucun suivi, ni accompagnement sur la durée ne peut alors être envisagé pour les familles.

Les services de droit commun, type CCAS, SSM, ne sont pas toujours adaptés pour répondre aux problématiques soulevées par ce type de population. La maîtrise de la langue, la connaissance de la culture, des problématiques dans les pays d'origines sont nécessaires aux personnels réalisant ce type d'accompagnement, ce dont ne disposent pas systématiquement les opérateurs traditionnels sur le terrain.

Consciente de l'importance de fournir une réponse adaptée et efficiente aux différentes populations présentes sur son territoire, la préfecture de la Seine-Saint-Denis a manifesté le souhait de soutenir la proposition par ALJ93 de création d'une plateforme d'accueil, d'information et d'orientation plus particulièrement dédiée au public rom.

L'objet du projet est donc de :

- Mettre en œuvre un lieu fixe d'accueil, information, orientation sur le territoire de la Seine-Saint-Denis
- Répondre aux besoins des publics concernés et mobiliser les partenaires de terrain
- Constituer une équipe de professionnels à même d'accompagner des familles « diagnostiquées », vers l'accès au droit commun
- Orienter les familles vers des projets d'installation en province ou de retour volontaires dans le pays d'origine
- Effectuer des permanences d'information de façon mobile selon les besoins recensés à l'aide d'un véhicule ad hoc
- Réaliser des diagnostics avant évacuation selon les demandes de l'Etat

PROJET DE PLATEFORME D'ACCUEIL, D'INFORMATION, ET D'ORIENTATION

Missions/ Objectifs

La plateforme aura pour missions, après le repérage lors du diagnostic sur le terrain, de peaufiner sur des durées plus longues un diagnostic social visant à proposer des orientations justes et pertinentes aux personnes concernées, en fonction de leur demande et de leur capacité à y répondre. Ces actions auront lieu sur un site fixe situé à Aubervilliers, et concerneront un public couvrant tout ou partie du territoire du département selon les demandes formulées par l'Etat.

Notre première vision est qu'il serait souhaitable de rattacher le lieu fixe à un territoire défini, territoire sous tension en termes d'occupation de terrains, tel qu'un arrondissement (Saint-Denis) ou une communauté de communes (Plaine Commune). L'idée étant qu'un triangle comprenant Paris, Plaine Commune et Est Ensemble permettrait une prise en compte d'une majorité du public et de ses déplacements, avec la création d'au moins trois sites « plateforme » fixes à terme.

Malgré les changements de lieux de vie fréquents, il est alors possible d'envisager d'informer les usagers des démarches en vue de favoriser l'accès aux droits, aux soins, à l'emploi, à la scolarité et en tous cas à orienter de la façon la plus efficace vers les dispositifs et services de droit commun existants. Cette continuité de suivi permet d'éviter les dossiers traités en doublons, voire plus, la sollicitation inutile de services publics, et d'éviter des ruptures dans la mise en œuvre des démarches.

Une domiciliation à l'adresse de la plateforme pourra être offerte aux usagers.

L'équipe dimensionnée dans ce pré projet peut suivre 150 familles en moyenne (soit 600 personnes) et déléguer 1 jour par semaine aux diagnostics pour des terrains n'excédant pas 150 personnes (soit environ 37 familles). Des interventions plus étendues pourront avoir lieu avec des personnels en renfort.

Moyens humains

L'équipe de la plateforme sera composée de salariés professionnels :

- Responsable de projet / Chef de service pour 0.2 ETP
- Médiateurs (maîtrisant le roumain et ou le romani) Pour 2 ETP
- Travailleurs sociaux pour 1 ETP
- Agents administratifs (Contrats d'avenir) pour 2 ETP

Une attention particulière sera portée à la formation des personnels en contrat d'avenir qui seront notamment chargés du suivi du courrier des domiciliations et du logiciel de gestion des flux.

Cette équipe pourra être renforcée en cas de besoin selon les demandes et financement de l'Etat pour répondre à des missions, diagnostics complémentaires, ou pour cause d'extension de ses missions à d'autres des territoires.

Moyens matériels

Afin de mener cette action, ALJ93 aura besoin de s'appuyer sur un ensemble de moyens matériels :

- Véhicule : Un camping-car ou un bibliobus réaménagé, sera nécessaire pour sillonner le territoire, aller à la rencontre des personnes, transporter l'équipe, et faire office de bureau pour des entretiens « in situ »
- Bureau : La plateforme se situera physiquement au 52 rue Saint-Denis à Aubervilliers. Au sein du site d'accueil géré par l'association, seront mis à disposition des bureaux, des sanitaires et le matériel nécessaire à l'accueil et l'information du public.

Calendrier de mise en œuvre

L'association à la possibilité de mettre en œuvre la mission dans un délai d'un mois après concrétisation de la commande.

Fonctionnement

Un comité de pilotage sera mis en place par l'Etat comprenant les différents acteurs concernés (villes, CG, ...) et se réunira sur une base régulière.

La plateforme opérera par des actions qui pourront avoir lieu auprès des publics vivant en campement, ou en squat.

L'accueil se fera sous forme de permanences et d'un accueil téléphonique deux ou trois jours par semaine selon le nombre d'usagers inscrits de 9h à 12h et de 14h à 17h.

(La régularité d'intervention, l'amplitude horaire, le calibrage des zones d'intervention et du nombre de sites couverts seront fonction des besoins évalués par l'Etat et des moyens humains et matériels qu'il permettra à ALJ93 de mettre en œuvre dans le cadre de cette mission.)

Chaque famille disposera d'un dossier administratif actualisé, et sera reçue par des équipes pouvant mener les entretiens dans la langue d'origine.

Grâce aux suivis réalisés, elle assurera un travail de repérage et de cartographie de la population présente sur le territoire en respectant la loi informatique et liberté.

On peut estimer la capacité de suivi à 150 familles en moyenne (soit 600 personnes) et la part réservée aux diagnostics d'une journée par semaine en moyenne, soit la couverture pour des terrains n'excédant pas 150 personnes (soit environ 37 familles). Des interventions plus étendues pourront avoir lieu avec des personnels en renfort.

Une partie importante de la mission consiste en l'orientation vers des dispositifs et nécessite un partenariat avec des structures tel que :

Santé : Service Hôpitaux, PMI, etc...

Scolarité : Centre d'Information et d'Orientation, Inspection Académique, ...

Logement : Samu Social 115, SOS, Emmaüs, Aide Sociale à l'Enfance, ...

Emploi : Pôle Emploi, PLIE, Missions Locales, ...

Développement : Le maire d'Aubervilliers, Jacques Salvator, est favorable à l'accueil de la plateforme sur Aubervilliers.

La ville de Paris est intéressée par ce dispositif et semble en demande de l'étendre à son territoire. Un contact avec Dominique Bordin confirme que la ville serait prête à cofinancer une mission plus large.

Ce projet expérimental pourrait être envisagé sur la période de 2013 avec objectif après évaluation de pérennisation sur les exercices 2014/2016

BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'ACTION AVRIL-DÉCEMBRE 2013

Exercice 2013

CHARGES	Montant (2)	PRODUITS	Montant (2)
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 – Achat		70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	0
Prestations de services	8000		
Achats matières et fournitures	1867	74- Subventions d'exploitation(1)	
Autres fournitures	2600	Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
61 – Services extérieurs		- BOP 177-DHRIL	165 046
Locations	0	-	
Entretien et réparation	3067	-	
Assurance	1200	Région(s):	
Documentation	467		
62 – Autres services extérieurs		Département(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	500		
Publicité, publication	2240	Commune(s):	
Déplacements, missions	333		
Services bancaires, autres	0	Organismes sociaux (à détailler):	
63 – Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes	1667	-	
64- Charges de personnel		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	75787		
Charges sociales,	41734	Autres aides, dons ou subventions affectées	
Autres charges de personnel	6580	-	
65- Autres charges de gestion courante		75 – Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières			
67- Charges exceptionnelles		76 – Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements (véhicule sur 3 exercices)	4000	78 – Reprises sur amortissements et provisions	
I. Charges indirectes affectées à l'action		I. Ressources indirectes affectées à l'action	
Charges fixes de fonctionnement (Frais de siège de 10%)	15004		
Autres			
Total des charges		Total des produits	
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 – Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	165 046	TOTAL	165 046

BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'ACTION EN ANNÉE PLEINE

Exercice 2014

CHARGES	Montant (2)	PRODUITS	Montant (2)
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 – Achat		70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	0
Prestations de services	8 000		
Achats matières et fournitures	2 800	74- Subventions d'exploitation(1)	
Autres fournitures	3 900	Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
61 - Services extérieurs		- BOP 177-DHRIL	247 566
Locations	0	-	
Entretien et réparation	4 600	-	
Assurance	1 800	Région(s):	
Documentation	700	Département(s):	
62 - Autres services extérieurs		Commune(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	750	Organismes sociaux (à détailler):	
Publicité, publication	3 360	-	
Déplacements, missions	500	-	
Services bancaires, autres	0	Fonds européens	
63 - Impôts et taxes		Autres aides, dons ou subventions affectées	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes	2 500	-	
64- Charges de personnel			
Rémunération des personnels,	113 680		
Charges sociales,	62 600		
Autres charges de personnel	9 870		
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières			
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements (véhicule sur 3 exercices)	6 000	78 – Reprises sur amortissements et provisions	
I. Charges indirectes affectées à l'action		I. Ressources indirectes affectées à l'action	
Charges fixes de fonctionnement (Frais de siège de 10%)	22 506		
Autres			
Total des charges		Total des produits	
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	247 566	TOTAL	247 566